



# CGT Finances Publiques

## Aveyron

CSAL-FS du 29 06 2023

Pour cette reconvoation du CSA FS obtenue de haute lutte, en préparation, nous avons fait le choix de ne pas faire de déclaration liminaire, considérant que l'essentiel avait été dit la semaine passée.

Mais un évènement particulier nous a encouragé à écrire une déclaration supplémentaire : Le 21 juin la mission stratégie relations aux publics adressait aux directeurs de notre administration une note intitulée : *Mesure des flux d'accueil 2023 vs 2022 / Température réelle vs température ressentie*.

Déjà dans le titre, vu le vocabulaire utilisé : novlangue Mc Kinsey, on sent venir le champion .Pour résumé, la hausse de fréquentation des accueils de 14 % entre le 8 mai et le 8 juin 2023 par rapport à 2022 n'est due qu'à la baisse des jours ouvrés (les jours fériés), ce ressenti est donc exagéré ... ON attend la note sur l'accueil du 8 juin au 8 juillet avec impatience. GMBI ne sera qu'une péripétie de plus.

Mais qui est l'auteur de la note méprisante du 21 juin 2023 sur l'accueil : un haut fonctionnaire avait-on eu tendance à écrire ..... un peu vite en fait. Au-delà du patronyme, sans intérêt, c'est ce que cela représente qui est intéressant.

Car le signataire de la note est l'archétype de la réforme (destruction) Macronienne de la fonction publique qui permet la contractualisation à tout-va et notamment dans les postes à haute responsabilité.

L'expert de " haut niveau" avait déjà officié en 2009 auprès d'Eric Woerth en qualité de chargé de mission. L'expert de « haut niveau » a bien sur un champ de compétence infini et surtout une loyauté à ces employeurs sans faille. Par contre, les agents d'accueils et le service public en général doivent supporter les mensonges, le mépris, l'arrogance de Bercy et nouveauté 2023 l'insulte (ils parlent de nous en utilisant « bande passante »...) car il est clairement insultant de sous-entendre que l'afflux au guichet est juste une affaire de ressenti !!!!

La CGT alerte la direction devant cet afflux massif de redevables à l'accueil des Centres des Finances Publiques, notamment en raison de la nouvelle obligation déclarative GMBI. Depuis des semaines, nos accueils ne désemplissent pas. Mais depuis une semaine, un cap a été franchi avec l'envoi massif de courriers de relance pour que les redevables propriétaires déclarent l'occupation de leurs locaux.

Nous avons aussi été alertés que l'accueil des permanences fiscales dans les Maisons France Service fait face à un même phénomène .

Selon l'intervention DG sur Ulysse en date du 27 juin "*Le report du calendrier de la campagne qui vient d'être annoncé doit permettre de résorber et de lisser le pic des demandes et de poursuivre nos actions d'accompagnement des usagers afin d'assurer une taxation de qualité. [...] Un dernier mass-mail de relance sera adressé vers le 5 juillet 2023.*". Ce n'est pas le décalage d'un mois au 31 juillet qui réglera le problème de l'afflux au guichet et du travail qui s'accumule. Il est inutile de se féliciter que 60% des contribuables aient rempli leurs obligations quand on sait bien que ce sont les 40% restants qui sont en difficultés avec GMBI. Le mass mail n'arrangera rien à la foule qui se presse aux accueils....

La seule réponse concrète du DG est : "*Des renforts de vacataires seront alloués au réseau pour aider les agents pendant la campagne des avis.*".

Site de la section sur INTERNET ou INTRANET : <http://www.financespubliques.cgt.fr/12/>

S'il reconnaît en reportant la date et en allouant des vacataires que la campagne est un échec tout en vantant "en même temps" son succès, les moyens proposés sont ridicules, la réponse est encore une fois insuffisante.

Les sujets à l'ordre du jour de ce CSA sont le reflet de ce « modernisme » administratif ou plutôt de ce centralisme féodal : les RPS dans le CcPro , les fiches de signalement émanant d'accueil téléphonique ou physique, la suppression/fusion de service qui va rajouter à ces effets « d'entonnoir » en réception.

**La CGT Finances publiques réaffirme la nécessité d'un service public de proximité et de pleine compétence. Le service public est la richesse de ceux qui n'ont rien, le seul patrimoine dont dispose un grand nombre d'usagers. Le saut dans le « tout numérique » et la diminution drastique de l'accueil physique risque de laisser toute une partie de la population au bord du chemin, et toujours la même. Le rapport du défenseur des droits du 16 janvier 2019 avait très précisément cerné ces difficultés**